

LE DESTIN SOLITAIRE D'EMMANUEL MACRON

› **Jean-Michel Djian**

Pour l'avoir ressentie au plus près lorsqu'il était un des plus proches collaborateurs de François Hollande à l'Élysée, Emmanuel Macron savait ce que pouvait revêtir d'abysal la solitude de la fonction. Mais lorsque le 14 mai 2017 le jeune président eut démocratiquement « braqué » ce palais si convoité, il n'avait sans doute pas imaginé qu'à cette solitude politique s'en ajoutait une autre, plus redoutable encore, celle de ne pouvoir à 39 ans être habité comme ses prédécesseurs par l'histoire.

Tous, sans exception, étaient jusque-là parvenus au sommet de l'État à la faveur de l'enchevêtrement d'événements plus ou moins tragiques, d'échecs électoraux et de traversées du désert. Ils se sont, chacun à leur manière, forgé un destin avant de décider de le forcer. Il faut en effet une histoire avant d'entrer dans l'histoire, un récit avant d'en écrire un nouveau, un enracinement pour grimper haut. Rien de tout cela pour Emmanuel Macron.

Quand de Gaulle a accédé à la plus haute marche du pays, le Général avait déjà, en juin 1940, écrit une page du roman national ; Georges Pompidou avait affronté la crise de mai 1968 lorsqu'il était Premier ministre ; Valéry Giscard d'Estaing, ancien ministre, détenait un man-

dat de député-maire avant de diriger un parti ; François Mitterrand avait été chef de la gauche unie et déjà trois fois candidat. Quant à Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande, les premiers chefs d'État à ne pas avoir connu la Seconde Guerre mondiale, ils avaient en commun d'avoir eu à chausser les bottes de sept lieues de leur mentor et profité au mieux de leurs épaisseurs politiques. Rien de tout cela pour Emmanuel Macron.

Pas de parti, mais un mouvement de circonstance créé *ipso facto* avant son élection autour d'un couple indestructible et de quelques affidés ; pas d'héritage politique à déclarer sinon une filiation imaginaire faite de pompidolisme sans les rondeurs, de giscardisme sans ses mystères et d'un sarkozysme carnassier dépourvu de gouaille. Quant à celle du hollandisme, elle lui permit de « tuer le père » en toute impunité.

Jean-Michel Djian est docteur en sciences politiques, essayiste et documentariste. Il est l'auteur de *Solitudes du pouvoir* (Grasset, 2015).
› www.jeanmicheldjian.com

Un jeune homme de 39 ans, brillant et ambitieux, surgit alors des décombres d'une droite et d'une gauche déliquescentes pour annoncer sans complexe qu'il allait, ouvrage à l'appui, faire la « révolution ». C'était suffisant pour prédire la naissance d'un nouveau monde, en tout cas en finir avec l'ancien.

Au fond de lui, le peuple de France devait penser qu'il était encore possible de prendre en otage la démocratie pour lui faire cracher le meilleur d'elle-même. C'est-à-dire transgresser sans risque les conventions, refaire le coup de 1974 en élisant un jeune président bien sous tous rapports avec pour seul dessein de redonner un coup de fouet à la République. Pourquoi se priver d'un fantasme national quand, faut-il le rappeler, le ressentiment des Français à l'égard de ses élus était à son comble ?

Le syndrome du camp retranché

L'offre politique légitimée par les urnes suffit un temps à faire taire les méchants. Pas pour longtemps. L'état de grâce consommé, le nouvel élu démontra que le centre de gravité politique annoncé n'était

pas dans le dépassement mais quelque part à droite ; que les réformes en chantier étaient pensées de bien trop haut ; que les corps intermédiaires avaient perdu leur raison d'être. Il n'en fallait pas plus pour que les champs magnétiques des clivages partisans se réveillent et tuent dans l'œuf l'infraction électorale jubilatoire. Alors, à la sourde solitude qu'impose naturellement la fonction présidentielle est venu se greffer le syndrome du camp retranché. Avec deux ans d'avance sur le confinement national, c'est un état d'esprit proche de la distanciation sociale qui s'est rapidement organisé au 1^{er} étage du Palais. Aux yeux de l'opinion, comme à ceux du nouveau monarque républicain, la charge mentale du pays pesait déjà plus lourd au sommet de l'État qu'au Parlement et au gouvernement réunis. En revanche, pas de grognards dans les placards pour les basses besognes : quand de Gaulle avait eu son Foccart, Giscard son Poniatowski, Chirac son Pasqua, Mitterrand son Charasse ou Sarkozy son Hortefeux, Macron n'eut, à défaut d'une amitié blanchie sous le harnais des mauvais coups, que la complicité d'un Benalla pour parer au plus pressé. Tandis que des fidèles de la première heure comme Gérard Collomb ou Sibeth Ndiaye ont préféré en rabattre plutôt que d'avoir à ferrailer jusqu'à l'épuisement aux côtés d'un solitaire assumé. Quant à Benjamin Griveaux et Christophe Castaner, leur fidélité pionnière n'a pas résisté aux défis politiques de leur mentor.

On le suspecte de n'avoir à ses côtés que des hommes dévorés par l'ambition. Alors seul, il y va, n'écoutant que son instinct, sa femme et Alexis Kohler, le secrétaire général du Palais, son double parfait pour arbitrer et ordonner l'appareil d'État. Ce fut spectaculaire quand une France bardée de « gilets jaunes » surgit des profondeurs du pays pour entreprendre une danse du scalp exprimant sans détour l'illégitimité du pouvoir. « La République est une dépouille, écrivait le prophétique Montesquieu, et sa force n'est plus que le pouvoir de quelques citoyens et la licence de tous. » Et c'est ainsi qu'en moins de quelques mois l'incarnation de l'État s'est abîmée sur le récif de la haine – elle-même contrecarrée sur le terrain par une logorrhée présidentielle à couper le souffle – mais, pis encore, d'une propension de l'information continue à en hystériser l'inter-

prétation. Le pouvoir a eu peur mais en venant à la rescousse de cette audace présidentielle, les institutions démocratiques de la nation se sont transformées en chambre sourde de la République : elles ont su taire les cris.

Comme si cette solitude au sommet du pouvoir ne suffisait pas, il fallait désormais en rajouter pour tenir le peuple éloigné du président. Et réciproquement. Depuis les attentats de 2015, et plus encore depuis l'épidémie due au coronavirus, rien n'est plus laissé au hasard pour en même temps rassurer la population et protéger le chef de l'État. On n'a jamais autant vu de barrières en acier galvanisé envahir les trottoirs, et plus encore aux abords de l'Élysée ; de gyrophares en pagaille dans les centres-villes ; une police et une gendarmerie omniprésentes occuper l'espace public. Comment, dans ce quartier chic du VIII^e arrondissement de Paris que traverse la rue du Faubourg-Saint-Honoré, ne pas se sentir seul et assiégé ?

Alors que la fièvre complotiste et criminelle des réseaux sociaux atteint des sommets, que l'impopularité du président n'a rien à envier à celle de ses prédécesseurs, les Français découvrent en temps réel que ce qui anoblissait jadis la fonction présidentielle ne joue plus en faveur du mystère de son incarnation. Surtout quand il faut ajouter aux solitudes d'Emmanuel Macron celle de son propre confinement sanitaire au pavillon de la Lanterne. Et c'est l'écran, sublime métaphore de la distanciation sociale, qui vient à la rescousse de la solitude. Pour avoir cédé à la pression démocratique de la transparence, du temps court des mandats politiques, du commentaire récurrent de l'actualité et du tout-numérique, le cœur du pouvoir macronien s'est arrêté de battre au rythme de ses territoires et du temps long de la nation.

La possibilité du surhomme

Mais la mécanique frénétique de son exercice solitaire a induit un autre effet pervers : l'exil de la prise de décision dans des cercles de plus en plus hermétiques, verticaux et fermés. Alors, pour simplifier le face-à-face douloureux entre le principe d'autorité de l'État et le fait

démocratique permanent, l'inspiration monarchique du pouvoir est convoquée pour épauler la République déboussolée. *L'hubris* faisant son œuvre, les « deux corps du roi » du chef de l'État se sont métamorphosés en figures sacrificielles de l'impuissance politique à changer la vie des gens. Condamné aux travaux forcés de la fuite en avant, Emmanuel Macron laisse néanmoins rôder l'existence du surhomme dans l'incarnation aboutie du monarque républicain qu'il est devenu. C'est la raison pour laquelle la mise en scène de sa solitude inspire autant d'admiration que de commisération.

Comme si cela ne suffisait pas, aux vieilles résistances au changement d'hier s'ajoutent aujourd'hui celles qui répondent à l'ardente obligation de composer avec la communautarisation des esprits. On savait la technocratie sans cesse vilipendée pour sa force d'inertie au changement; les lobbys et les syndicats raillés pour défendre leurs seuls intérêts; les élus locaux capables de dénoncer le jacobinisme maladif d'une grande partie des élites de la République; on savait également la progression constante de l'extrême droite être le révélateur paradoxal d'un dégoût de la politique, mais on n'imaginait pas à quel point l'intérêt général s'était fondu dans la somme des intérêts particuliers des Français. Des millions de solitudes individuelles viennent ainsi percuter celle d'Emmanuel Macron, qui n'a d'autres armes pour les contrarier que le verbe et la loi. Car vaincre une solitude à coups d'ostentations démocratiques faites de face-à-face improvisés sur le terrain ou de tirage au sort citoyen ne garantit pas au président de la République de s'adresser à la nation. Non, il ne fait que renvoyer à son peuple l'image de son extrême isolement.

C'est le poison du chacun-pour-soi qui s'est fourvoyé dans la conduite des affaires: il a réduit la politique à une gestion arithmétique et algorithmique du présent. Ce sont désormais les productions immédiates et permanentes de chiffres, de courbes et de statistiques qui, avec élégance et assurance, permettent au pouvoir personnel d'en finir avec le doute et l'incertitude. Elles rassurent, comme le démontre avec éloquence la gestion politique de la crise sanitaire. Le passé est oublié, le futur ignoré, seul l'instant fait politique. Il occupe à la fois la place et le vide. Et ce sont maintenant les légions de collapsologues

et autres nihilistes de la société civile qui s'en donnent à cœur joie pour prendre le peuple à témoin et démontrer au président que dans ces conditions l'exercice du pouvoir est vain. Solitude, quand tu nous tiens...

Malgré le délitement idéologique qui mine la vie politique et nonobstant le peu de reconnaissance dont les Français font preuve envers leurs représentants élus, le principe du pouvoir se porte paradoxalement comme un charme. Il continue de porter haut les couleurs des ambitions personnelles, de donner le change à l'incertitude qui pèse sur le futur mais aussi d'entretenir l'illusion que sa conquête comme son exercice suffisent à nous grandir et à nous divertir. Son emprise improbable depuis la nuit des temps sur la communauté des vivants devrait pourtant inviter ceux et celles qui occupent la place ou y aspirent à s'interroger sur les effets pervers de cette contradiction.

« Le pouvoir, écrivait Gabriel García Márquez, résume toute la grandeur et la misère de l'être humain. » Doit-on en déduire qu'il nous assaille aussi du pire depuis que la société du spectacle fait corps avec ses symboles et ses institutions? On pourrait le croire. Alors que les fléaux bureaucratiques, climatiques, technologiques et épidémiques n'ont jamais été si alarmants, le pouvoir ronronne de sa superbe, sûr de lui, paré pour affronter des éléments qu'il se sait pourtant impuissant à terrasser. « Gouverner, c'est prévoir », dit l'adage, sauf que les puissances publiques dans le monde ne sont plus capables d'agir de concert pour faire face à l'urgence planétaire du désenchantement sournois qui siffle sur nos têtes. Merci Racine.

Partout les rois semblent nus, satisfaits, plus seuls que jamais. Est-ce la raison qui pousse des peuples découragés à exiger que leurs ténors aillent se rhabiller? Malgré sa jeunesse, sa fougue et, reconnaissons-le, une troublante obstination à faire et à tenter de plaire, Emmanuel Macron n'échappe ni à la règle, ni à l'impuissance, ni à sa solitude.

*